

ÉLIMINER LES OBSTACLES À L'ÉDUCATION DES FILLES

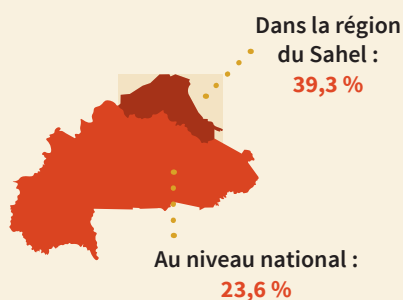
GRÂCE À UNE MEILLEURE PLANIFICATION FAMILIALE ET AU REPORT DES MARIAGES DANS LA RÉGION DU SAHEL AU BURKINA FASO



AU BURKINA FASO, les filles sont confrontées à de nombreux obstacles en matière d'éducation, notamment les relations sexuelles et mariages à un âge précoce, ainsi que les grossesses chez les adolescentes. Lorsque ces obstacles limitent le niveau d'éducation des filles, ils ont un impact sur les moyens de subsistance individuels des femmes et sur le capital humain de leurs enfants. Grâce à une meilleure éducation, les perspectives des filles en matière d'emploi, de santé et de bien-être général s'améliorent, ce qui a une incidence sur la main-d'œuvre et façonne la croissance économique future.

Les filles de la région du Sahel au Burkina Faso ont des enfants plus jeunes et se marient plus tôt que leurs pairs dans le reste du pays. Les mariages et les grossesses précoces ont des répercussions sur le niveau d'éducation dans la région du Sahel.

Les taux de grossesse chez les adolescentes de la région du Sahel sont les plus élevés de toutes les régions du Burkina Faso



ÂGE MÉDIAN :



Au premier mariage



Au premier rapport



À la première naissance

Obstacles à l'éducation des filles dans la région du Sahel au Burkina Faso

Dispositions politiques pour la planification familiale des jeunes

- Les « Politiques et normes en matière de santé de la reproduction au Burkina Faso, 2010 » stipulent que l'accès des jeunes à des méthodes contraceptives réversibles ne doit pas être soumis à l'autorisation du conjoint.
- La « Loi portant santé de la reproduction, 2005 » et les « Protocoles de santé de la reproduction, 2009 » garantissent aux jeunes l'accès à toutes les méthodes contraceptives, quel que soit leur âge ou leur état civil.
- Les documents de politique nationale ne traitent pas de l'accès des jeunes aux services de planification familiale sans le consentement des parents ou l'autorisation du prestataire.

Les filles de la région du Sahel abandonnent l'école en grand nombre

Même avec certaines dispositions politiques soutenant l'accès des jeunes aux moyens de contraception, les filles de la région du Sahel sont plus susceptibles de tomber enceintes ou d'accoucher avant l'âge de 18 ans que les filles du reste du pays. Lorsqu'elles commencent à avoir des enfants à un jeune âge, elles sont souvent obligées d'abandonner leur scolarité en raison de la grossesse et de la garde des enfants. Les besoins économiques d'une famille, qui peuvent être encore exacerbés par la fécondité, peuvent également motiver un désir de mariage précoce.

Les filles de la région du Sahel au Burkina Faso risquent deux fois plus d'abandonner l'école au cours des quatre premières années du primaire que les filles au niveau national. Le taux d'abandon atteint son maximum en dernière année du secondaire inférieur, lorsque les élèves doivent passer des examens pour accéder au secondaire supérieur. Dans la région du Sahel, plus de 30% des filles abandonnent leur scolarité.

Combien d'années de scolarité les filles peuvent s'attendre à recevoir compte tenu des taux d'abandon ?



4,3

ans d'éducation pour les filles de la région du Sahel

7,5

ans d'éducation pour le reste des filles burkinabé



Et si les obstacles qui poussent les filles de la région du Sahel à abandonner l'école étaient supprimés ?



Si les raisons liées à la grossesse, au mariage et au travail non rémunéré étaient supprimées :

1,3

année de scolarité supplémentaire.

Si les raisons liées à la nécessité économique étaient également éliminées :

1,6

année de scolarité supplémentaire.



Que peuvent faire les décideurs politiques pour intervenir ?

...
Mettre en œuvre des stratégies visant à sensibiliser la communauté aux avantages associés au recul de l'âge du mariage afin que les filles restent scolarisées jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire.

...
Identifier et impliquer les dirigeants locaux et les modèles positifs qui peuvent influencer l'acceptation des attitudes socioculturelles favorisant l'égalité des sexes.

...
Inclure dans les futurs documents de politique nationale un langage favorisant l'accès des jeunes aux services de planification familiale sans le consentement des parents ou des prestataires.

...
Améliorer l'accès aux informations et aux services de planification familiale et de santé reproductive afin que les filles restent à l'école.

Le maintien de la scolarisation des filles permet à davantage de femmes de bien préparer leur entrée dans la vie active et de contribuer au développement économique du Burkina Faso. Les mères ayant bénéficié d'une instruction élèvent des enfants plus instruits et contribuent à l'offre de travail et au revenu du ménage grâce à un meilleur capital humain. Avec des investissements appropriés, notamment dans l'éducation et les possibilités d'emploi, les jeunes femmes peuvent stimuler l'activité économique et la croissance dans la région du Sahel au Burkina Faso.

SOURCES

- Les données utilisées sont l'âge médian des femmes de 20 à 24 ans dans la région du Sahel, au Burkina Faso ; Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)/Burkina Faso et ICF International, Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Burkina Faso 2010 (Calverton, Md : INSD et ICF International, 2012).
- Christine Power et al., *Tableau de bord des politiques de planification familiale pour les jeunes* (Washington, DC : Population Reference Bureau, 2020).
- Les données du Mali ont été utilisées pour estimer les effets de l'élimination de certaines causes d'abandon. Compte tenu des similitudes culturelles, géographiques et autres entre la région du Sahel du Burkina Faso et le Mali voisin, les données du Mali peuvent mieux saisir les raisons de l'abandon scolaire des filles dans cette région que les données nationales du Burkina Faso ; INSD/Burkina Faso et ICF International, Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Burkina Faso 2010.
- Madeleine Wayack Pambé, Biliampoa Gnoumou, et Idrissa Kaboré, « Relationship Between Women's Socioeconomic Status and Empowerment in Burkina Faso: A Focus on Participation in Decision-Making and Experience of Domestic Violence », DHS Working Papers 99 (Calverton, Md: ICF International, 2013).



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

PRB

PACE
Policy
Advanced
Communication
Enhancement